

## **5.7 Structure organisationnelle et responsabilités**

S'agissant de la composante d'appui budgétaire, un cadre de dialogue gouvernement du Mali - UE sera mis en place pour assurer le suivi régulier de l'état d'avancement des indicateurs, sur la base des leçons tirées de la méthode de suivi du SBC II. Des réunions de suivi régulières auront lieu sous l'égide des Ministères de l'agriculture et de l'économie et des finances.

Des réunions techniques régulières auront lieu avec les structures et organismes concernés par la chaîne de valeur riz, les allocations budgétaires et en particulier les ressources publiques consacrées aux subventions agricoles, ainsi que les acteurs concernés par la transversalité du domaine de la nutrition : Ministère de l'agriculture, Commissariat pour la sécurité alimentaire, Ministère de l'élevage et de la pêche, Ministère de la santé et de l'hygiène publique, Ministères en charge de l'environnement et de l'eau et assainissement ainsi que respectivement leurs Directions nationales, la cellule de planification et des statistiques du secteur développement rural, l'Institut d'économie rurale, l'Office du Niger et ses départements (liste non exhaustive).

La cellule d'appui à l'ordonnateur national du FED (CONFED) sera l'interlocuteur prioritaire durant l'exécution du programme. L'UE assurera un cadre de coordination régulière entre les différents acteurs qui sont en charge de la mise en œuvre de mesures complémentaires.

Dans le cadre de ses prérogatives en matière d'exécution du budget et pour sauvegarder les intérêts financiers de l'Union, la Commission peut participer aux organes de gouvernance susmentionnés, mis en place pour régir la mise en œuvre de l'action.

## **5.8 Suivi de la performance et des résultats et rapports**

Le suivi technique et financier courant de la mise en œuvre de la présente action est un processus continu et fait partie intégrante des responsabilités du partenaire chargé de la mise en œuvre. À cette fin, le partenaire chargé de la mise en œuvre doit établir un système de suivi interne, technique et financier permanent pour l'action et élaborer régulièrement des rapports d'avancement (au moins une fois par an) et des rapports finaux. Chaque rapport rendra compte avec précision de la mise en œuvre de l'action, des difficultés rencontrées, des changements mis en place, ainsi que des résultats obtenus (produits et effets directs), mesurés par rapport aux indicateurs correspondants, en utilisant comme référence la matrice du cadre logique (pour la modalité de projet) ou la liste du plan d'action stratégique ou de réforme du partenaire (pour l'appui budgétaire).

Le rapport sera présenté de manière à permettre le suivi des moyens envisagés et employés et des modalités budgétaires de l'action. Le rapport final, narratif et financier, couvrira toute la période de mise en œuvre de l'action.

La Commission peut effectuer d'autres visites de suivi du projet, par l'intermédiaire de son propre personnel et de consultants indépendants directement recrutés par la Commission pour réaliser des contrôles de suivi indépendants (ou recrutés par l'agent compétent engagé par la Commission pour mettre en œuvre ces contrôles).

## **5.9 Évaluation**

Eu égard à l'importance de l'action, il sera procédé à une évaluation ex post de la présente action ou de ses composantes par l'intermédiaire de consultants indépendants commandés par la Commission.

Elle sera réalisée à des fins de responsabilisation et d'apprentissage à divers niveaux (y compris pour la révision des politiques), en tenant compte en particulier du fait qu'elle pourra donner des